



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN se réunissent en Indonésie avant le sommet du G20 en Inde
2. L'USTR publie son rapport annuel au Congrès sur la mise en œuvre des accords commerciaux
3. L'USTR étend jusqu'à la fin de l'année l'exclusion de certains produits des droits de douane additionnels visant la Chine au titre de la Section 301
4. L'EXIM annonce un premier financement au titre du programme « *Make More in America* »

Climat – énergie – environnement

5. Le Président Biden annonce des mesures de protection des zones naturelles et des annulations de concessions pétrolières en Alaska
6. Les Etats-Unis indiquent que l'énergie et le climat sont centraux au sein du partenariat stratégique États-Unis-ASEAN
7. L'US EIA fait le point sur les importateurs et les importations de GNL du marché mondial

Transport et infrastructure

8. Le Département de l'Énergie annonce 15,5 Md\$ de prêts et subventions pour soutenir la conversion et l'adaptation des usines automobiles existantes à la production de véhicules électriques
9. Le Département des Transports inflige une amende de 4,1 M\$ à American Airlines pour avoir retenu sur le tarmac des milliers de passagers au-delà de la durée maximale autorisée

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Après le record historique de 2022, l'USDA prévoit une baisse de 23% du revenu net agricole en 2023

Numérique et innovation

11. Les contentieux antitrust de Google continuent d'avancer
12. Les pays du G7 s'engagent à adopter un code de conduite en matière d'IA

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN se réunissent en Indonésie avant le sommet du G20 en Inde

La Vice-Présidente des Etats-Unis K. Harris s'est rendue du 3 au 6 septembre à Jakarta, en Indonésie, afin d'assister au sommet annuel des Etats-Unis avec l'Association des pays du Sud-Est de l'Asie (ASEAN). A l'issue de ce sommet, Washington et les pays de l'ASEAN ont publié une [déclaration conjointe](#) soulignant notamment leur engagement à «*faciliter les échanges commerciaux et d'investissement [et] renforcer [leur] contribution à une croissance économique durable, résiliente et inclusive, y compris au travers de la participation économique vitale des Etats-Unis dans la région*».

Lors d'un entretien bilatéral en marge de ce sommet, le Président indonésien J. Widodo et K. Harris ont aussi [évoqué](#) le volet économique de la coopération entre leurs deux pays, y compris la mise en œuvre du Partenariat pour une transition énergétique juste, lancé en 2022 pour mobiliser 20 Md\$ d'investissements publics et privés en faveur de la décarbonation de l'économie indonésienne.

Le Président Biden et la Secrétaire au Trésor Yellen se rendent également cette semaine dans la région indopacifique, afin d'assister au sommet annuel du G20 à New Dehli, en Inde, du 7 au 10 septembre. Cette édition, dont la Maison-Blanche [attend](#) qu'elle aborde entre autres le sujet des «*impacts économiques et sociaux de la guerre de Poutine en Ukraine*» ainsi que la question de l'«*augmentation des capacités des banques multilatérales de développement*», sera marquée par l'absence des Présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine, représentés respectivement par le Premier ministre Li Qiang et le Ministre des Affaires étrangères S. Lavrov. Après le sommet du G20, le Président Biden se rendra au Vietnam où il devrait annoncer avec son homologue Nguyen Phu Trong la conclusion d'un accord stratégique entre les deux pays.

2. L'USTR publie son rapport annuel au Congrès sur la mise en œuvre des accords commerciaux

Dans un [rapport](#) daté de juillet mais qui n'a pas fait l'objet d'annonce officielle, le bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a publié, comme chaque année, ses priorités s'agissant de la mise en œuvre («*enforcement*») des règles et engagements commerciaux par les partenaires commerciaux des Etats-Unis. L'USTR a listé dans ce document cinq priorités: (i) la préservation de la sécurité nationale des Etats-Unis, l'USTR rappelant le positionnement américain selon lequel l'Organe de règlement des différends de l'OMC n'a pas à se

prononcer sur l'utilisation par ses membres de l'exception de sécurité (ii) la mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre de l'accord Etats-Unis-Mexique-Canada (USMCA), en particulier s'agissant du droit du travail; (iii) la poursuite de la réforme de l'OMC et de son système de règlement des différends; (iv) la mise en œuvre des instruments de défense commerciale américains, notamment face aux pratiques chinoises; et (v) la défense d'intérêts stratégiques des Etats-Unis, tels que la résilience des chaînes d'approvisionnement et la levée des barrières commerciales en pays tiers.

3. L'USTR étend jusqu'à la fin de l'année l'exclusion de certains produits des droits de douane additionnels visant la Chine au titre de la Section 301

Le 6 septembre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) la prolongation jusqu'au 31 décembre 2023 de l'exclusion de plusieurs centaines de catégories de produits des droits de douane en vigueur depuis 2018 sur environ 370 Md\$ d'importations en provenance de Chine au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974. L'Administration Biden avait en effet décidé de maintenir en place ces droits de douane additionnels imposés par l'Administration Trump, tout en prolongeant en mars 2022 des exemptions en vigueur sur 352 catégories de produits [voir [Flash Accents du 25 mars 2022](#)], ainsi que des exemptions portant spécifiquement sur des produits médicaux jugés nécessaires pour répondre à la crise du Covid, prolongées pour la dernière fois en mai 2023 pour 77 produits [voir [Flash Accents du 19 mai 2023](#)]. Ces deux tranches d'exclusions tarifaires arrivant à échéance le 30 septembre prochain, l'USTR a [publié](#) un avis indiquant leur prolongation jusqu'à la fin de l'année 2023, alors que les conclusions de la procédure globale de revue de ces droits de douane additionnels visant la Chine, initiée par l'USTR en septembre 2022 [voir [Flash Accents du 9 septembre 2022](#)], sont attendues cet automne.

4. L'EXIM Bank annonce un premier financement au titre du programme «*Make More in America*»

L'agence de crédit à l'exportation américaine (EXIM) a [annoncé](#) le 31 août l'approbation d'un prêt de 4,7 M\$ à l'entreprise Aquatech, spécialisée dans le traitement des eaux usées, afin notamment de renforcer sa capacité à participer à des projets d'extraction de lithium. Cette entreprise basée en Pennsylvanie est ainsi la première bénéficiaire du programme «*Make More in America*» de l'EXIM, lancé en avril 2022 pour soutenir la production manufacturière aux Etats-Unis. Aquatech a indiqué que

ce financement lui permettrait de « *mieux soutenir les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques (lithium) et la filière des véhicules électriques aux Etats-Unis et dans le monde* ». L'annonce de l'EXIM précise que cette transaction est également éligible à son programme « *China and transformational exports* », qui vise depuis 2021 à soutenir les entreprises américaines opérant dans des secteurs « transformationnels » et faisant face à la concurrence chinoise à l'export.

Brèves

- Le 31 août, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux individus et une entité nord-coréens accusés de contribuer au développement d'armes de destruction massive au profit du gouvernement de Corée du Nord.
- Le 5 septembre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la nomination d'Erik Woodhouse à la tête du bureau de coordination des sanctions au sein du Département d'Etat américain, avec rang d'ambassadeur, en remplacement de Jim O'Brien,

qui occupait ces fonctions depuis avril 2022. La nomination de E. Woodhouse doit désormais être confirmée par le Sénat.

- Le 5 septembre, le bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [annoncé](#) la nomination de Bryant Trick au poste d'Assistant USTR pour l'Europe et le Moyen-Orient par intérim. M. Trick était jusqu'alors chargé des relations commerciales entre les Etats-Unis et la Corée du Sud. Il succède à Daniel Mullaney, parti à la retraite en décembre 2022.
- Le 6 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le dirigeant du groupe paramilitaire soudanais des Forces de soutien rapide, Abdelrahim Hamdan Dagalo, accusé de prendre part à des actions de violence et de violation des droits humains au Soudan.
- Le 7 septembre, le Département américain du Trésor, en coordination avec son homologue du Royaume-Uni, a [sanctionné](#) 11 individus faisant partie du groupe cyber russe Trickbot.

Climat - Énergie - Environnement

5. Le Président Biden annonce des mesures de protection des zones naturelles et des annulations de concessions pétrolières en Alaska

Le 6 septembre, au nom de la responsabilité de protéger la région Arctique, le Président Biden a [annoncé](#) la protection de plus de 52 000 km² dans l'Arctique occidental ainsi que l'annulation de toutes les concessions pétrolières et gazières délivrées sous l'administration Trump dans la zone *Artic Refuge*. Il estime que cela contribuera à la préservation des terres et de la faune arctiques américaines. Dans un [communiqué](#) en même date, le *Department of Interior* (DOI), entité en charge de l'administration des territoires fédéraux, confirme la décision de Deb Haaland, Secrétaire en charge, d'annuler les baux délivrés par l'administration précédente dans le Refuge arctique, après leur suspension en juin 2021. Le DOI a indiqué avoir identifié, après l'examen des conditions de leur attribution qui avait été requis par Décret du Président Biden, de multiples lacunes juridiques dans les dossiers lors des ventes organisées par l'administration précédente.

6. Les Etats-Unis indiquent que l'énergie et le climat sont centraux au sein du partenariat stratégique États-Unis-ASEAN

Dans le cadre de la participation de la vice-présidente Kamala Harris au sommet États-Unis-ASEAN (cf. point 1),

ont été rappelés les nouveaux processus de dialogue ministériel lancés dans l'année écoulée, notamment sur l'environnement, le climat et l'énergie.

Le communiqué américain [rappelle](#) différents programmes ou diverses actions qui concrétisent l'engagement américain dans la région et dans ce partenariat. Par exemple, un Hub de solutions climatiques États-Unis-ASEAN a été créé pour fournir une assistance technique qui aide les pays de l'ASEAN à accélérer la mise à jour et la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris, ainsi que de leurs stratégies de résilience climatique. L'initiative "*U.S.-ASEAN Forest Future*" doit permettre la lutte contre la déforestation et doit accélérer la transition régionale vers des économies forestières plus durables, en mobilisant 1 Md\$ d'investissements dans la région. L'initiative « *Clean EDGE Asia* », par l'intermédiaire du gouvernement américain et du secteur privé, s'associe à l'ASEAN pour accélérer le déploiement de technologies énergétiques propres, notamment celles liées à l'énergie solaire, éolienne et nucléaire; le développement de la capture, de l'utilisation et du stockage du carbone ; et le renforcement des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. Cette initiative a, par le biais d'une mission commerciale en 2022, catalysé des accords importants sur le déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR), de biocarburants et de la technologie des piles à combustible dans la région.

7. L'US EIA fait le point sur les importateurs et les importations de GNL du marché mondial

Selon l'US Energy Information Administration (US EIA), la capacité mondiale d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) devrait augmenter de 16 %, soit +650 millions de mètres cubes par jour, d'ici à la fin 2024 par rapport à 2022. L'US EIA [relève](#) qu'au cours des sept premiers mois de 2023, trois pays - l'Allemagne, les Philippines et le Vietnam - ont commencé à importer du GNL pour la première fois. L'agence fédérale indépendante indique également que plusieurs autres pays sont à un stade avancé de développement de leur capacité d'importation de GNL.

Toujours selon les données de l'US EIA, au cours des dix dernières années (2013-22), la capacité mondiale

d'importation de GNL, localisée dans 48 pays, a augmenté de 49 % pour atteindre 3,9 milliards de mètres cubes par jour. D'ici à la fin 2024, 55 pays devraient disposer de terminaux de regazéification du GNL d'une capacité combinée de 4,6 milliards de mètres cubes par jour. L'US EIA note cependant que les capacités ne sont pas utilisées à plein régime. En effet, en moyenne la capacité mondiale de regazéification est utilisée à 39 % au long d'une année. Cette capacité disponible, dont la majeure partie se trouve au Japon, en Corée du Sud et en Chine, permet aux pays de répondre à des pics de demande, en particulier durant l'hiver. Au niveau régional, l'Asie devrait être le moteur de la croissance de la capacité de regazéification mondiale, avec 52 % du total des ajouts de capacité en 2023 et 2024. L'Europe devrait représenter 38 % et le reste du monde 10 %.

Transport et infrastructure

8. Le Département de l'Energie annonce 15,5 Md\$ de prêts et subventions pour soutenir la conversion et l'adaptation des usines automobiles existantes à la production de véhicules électriques

Le 31 août, le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) la mise à disposition de 15,5 Md\$ de prêts et subventions pour soutenir les projets de conversion de l'outil industriel automobile au profit de la production domestique de véhicules électriques, y compris de leurs composants et matériaux. Décidées dans le cadre de l'IRA, ces aides fédérales comprennent une enveloppe de prêts de 10 Md\$ (*Advanced Technology Vehicles Manufacturing Loan Program*) et un appel à projets doté de 2 Md\$ (*Domestic Manufacturing Conversion Grants*). Le DoE indique que les procédures de sélection de ces programmes privilégieront les projets les plus à même de favoriser le maintien d'emplois « de qualité », couverts par des accords collectifs ou les mieux payés, en accordant une attention particulière aux territoires ancrés dans « une plus longue tradition d'industrie automobile ».

9. Le Département des Transports inflige une amende de 4,1 M\$ à American Airlines pour avoir retenu sur le tarmac des milliers de passagers au-delà de la durée maximale autorisée

Le Département des Transports (DoT) a [prononcé](#) le 28 août une amende de 4,1 M\$ imposée à American Airlines pour avoir enfreint les lois et réglementations fédérales interdisant, pour les vols intérieurs, l'attente sur le tarmac au-delà de trois heures sans donner la possibilité aux passagers de débarquer. Cette décision fait suite à une enquête approfondie de l'OACP (*Office of Aviation Consumer Protection*), au sein du DoT, qui a révélé qu'American Airlines avait enfreint ces dispositions à 43 reprises entre 2018 et 2021, affectant un total de 5 821 passagers, principalement à l'aéroport de Dallas Fort Worth. L'enquête a démontré qu'aucune des exceptions à la règle sur les retards sur le tarmac, y compris les exceptions relatives à la sûreté et à la sécurité, ne s'appliquait à ces vols. De plus, sur l'un des 43 vols, les passagers n'avaient pas reçu l'accès à l'eau et à la nourriture requis en pareilles circonstances. Cette amende, la plus importante jamais infligée pour des infractions de cette nature, comprend une moitié d'indemnités versées aux passagers des vols concernés, l'autre étant payée au Trésor Fédéral au titre de pénalités civiles. Le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a réaffirmé à cette occasion : « Qu'il s'agisse de retards extrêmes sur l'aire de trafic ou de problèmes pour obtenir des remboursements, le Département des Transports continuera de protéger les consommateurs et de tenir les compagnies aériennes responsables. »

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Après le record historique de 2022, l'USDA prévoit une baisse de 23% du revenu net agricole en 2023

Le service de recherche économique du ministère de l'agriculture américain (USDA/ERS) a publié fin août une [étude](#) prévoyant que le revenu agricole net des Etats-Unis s'élèverait à 141,3 Md\$ au cours de l'année 2023, soit une baisse de 41,7 Md\$ (22,8 %) par rapport à 2022 en dollars courants et de 48 Md\$ (25,4 %) après correction de l'inflation.

Si elle se confirme, cette baisse du revenu agricole ferait suite à une augmentation de 42,9 Mds\$ (30,7 %) en 2022 par rapport à 2021 qui avait fixé un record historique à 183 Mds\$. Les données pour 2022 sont désormais définitives.

Malgré cette baisse attendue, l'année 2023 devrait être une très bonne année pour le revenu des agriculteurs américains puisque se situant à 22,6 % au-dessus de la moyenne des 20 dernières années (115,2 Mds\$ en dollars constants).

Les principales évolutions sous-jacentes à cette baisse du revenu agricole sont :

- une baisse du chiffre d'affaires de 4,3%, qui se répartit assez équitablement entre les productions végétales (-4,0 %) et les productions animales (-4,6%). Pour les productions animales, la baisse prévue des recettes monétaires est liée à la baisse des prix pour toutes les grandes catégories de produits (œufs, poulet, lait et

porc) à l'exception notable des bovins dont les prix continuent à augmenter en raison d'un resserrement de l'offre liée à une décapitalisation des cheptels sous l'effet des conditions climatiques extrêmes (sécheresse qui a endommagé les pâturages et chaleur excessive). Pour les productions végétales, les évolutions les plus notables concernent le maïs et le soja dont la baisse des recettes attendues relève, à ce stade, d'abord d'un effet prix (tendance à la baisse des cours mondiaux) plutôt que d'un effet volume dans l'attente des chiffres des récoltes 2023, la poursuite de la hausse des coûts de production (+6,9%) principalement tirée par les frais financiers (hausse des taux d'intérêt), les achats de bétail et de volaille, la main d'œuvre et l'alimentation du bétail alors que le coût des engrais et surtout du carburant (-13%) serait en baisse,

- une baisse des paiements directs gouvernementaux (-19% ou -3 Md\$) qui s'explique principalement par une diminution anticipée des aides ponctuelles versées en cas de catastrophe naturelle puisque certains programmes, comme le programme de secours d'urgence, n'ont pas été prolongés pour les exercices 2022 et 2023. Si le Congrès autorisait des paiements pour les catastrophes climatiques sur cette période 2022/23, l'estimation de dépenses serait sensiblement réévaluée. Selon les données actuelles de l'USDA, la part des paiements publics dans le revenu net total des agriculteurs américains se situerait à 8,9% en 2023 contre 8,5% en 2022.

Numérique et innovation

11. Les contentieux antitrust de Google continuent d'avancer

Dans une décision historique, un juge fédéral a donné son [accord](#) au Département de la Justice (DoJ) pour poursuivre Google. Bien que le tribunal ait réduit le périmètre du litige, le juge fédéral examinera dès la semaine prochaine en détail les accusations selon lesquelles Google aurait établi un monopole de manière anticoncurrentielle dans le segment des moteurs de recherche. Le DoJ allègue que Google se serait appuyé sur des accords avec des fabricants de téléphones comme Apple et Samsung, ainsi qu'avec des navigateurs internet comme Mozilla, afin d'imposer son moteur de recherche comme choix par défaut pour leurs utilisateurs. Cette affaire, intitulée «U.S. et al. v. Google», constitue une première pour le gouvernement fédéral dans son action contre les monopoles, en cherchant à déterminer si les géants du numérique ont acquis leur position dominante de manière licite. Le PDG de Google, Sundar Pichai, et des cadres d'Apple devraient être appelés à témoigner lors du procès. La

presse estime que ce litige représente la plus grande affaire d'antitrust depuis les contentieux Microsoft, il y a 25 ans.

Par ailleurs, le 6 septembre 2023, Alphabet, la société mère de Google, a conclu un [accord](#) avec une coalition d'États fédérés, mettant fin à un procès intenté en 2021 qui accusait le géant de la technologie d'exercer un monopole sur sa boutique d'applications Google Play. L'accord pourrait également influencer les pratiques de tarification et de distribution d'applications, ouvrant la voie à une plus grande diversité d'options pour les développeurs et les utilisateurs finaux.

12. Les pays du G7 s'engagent à adopter un code de conduite en matière d'IA

Des représentants du G7 ont [convenu](#) jeudi de créer un code de conduite international pour l'intelligence artificielle. Celui-ci devrait comprendre des principes afin d'encadrer l'IA générative et d'autres formes avancées de cette technologie. Un projet de code de conduite international unifié, non contraignant, serait

ensuite présenté aux dirigeants du G7 au mois de novembre.

Le code de conduite devrait s'appuyer sur des engagements par des entreprises du secteur à prendre des mesures afin de limiter les dommages sociétaux potentiels induits par leurs systèmes d'IA, à investir dans la cybersécurité autour des systèmes d'IA et à créer des systèmes de gestion des risques pour freiner l'utilisation potentiellement abusive de ces technologies.

Brèves

- La Commission européenne a [désigné](#) six grandes entreprises technologiques, à savoir Alphabet, Amazon, Apple, ByteDance, Meta et Microsoft, comme "contrôleur d'accès" (*gatekeeper*) en vertu du règlement sur les marchés numériques (DMA). Ces entités désignées disposent d'un délai de six mois pour se conformer pleinement aux obligations du DMA pour chacun de leurs principaux services de plateforme. Concomitamment, la Commission a ouvert quatre enquêtes de marché afin d'examiner les arguments présentés par Microsoft (trois

enquêtes) et Apple (une enquête), qui souhaitent extraire certains de leurs services de l'empire du DMA (Bing, Edge et Microsoft Advertising pour Microsoft, et iMessage pour Apple).

- Google prend des [mesures](#) pour renforcer la transparence dans les publicités électorales en exigeant que les annonceurs précisent si leurs annonces contiennent des « contenus synthétiques ou altérés », y compris des contenus générés par IA. Cette décision vise à protéger l'intégrité des processus démocratiques et à responsabiliser les annonceurs politiques.
- Les procureurs généraux des cinquante États américains [appellent](#), dans une lettre ouverte, les législateurs à établir une commission interne au Congrès dédiée à l'impact de l'intelligence artificielle sur l'exploitation des enfants. Elle pourra servir de socle pour un futur texte qui donnerait aux procureurs les outils adaptés pour ce type d'affaires. Ils cherchent à prévenir la création de contenus d'abus sexuels générés par l'IA.

Santé

Brèves

- Walgreens Boots Alliance a [annoncé](#) le 1^{er} septembre que Roz Brewer avait quitté ses fonctions de PDG et de membre du conseil d'administration, dans une décision qualifiée de « mutuelle ». La chaîne de pharmacies affiche un chiffre d'affaires de 132Mds de dollars et représente

ainsi la 27^{ème} plus grosse entreprise américaine (en termes de ventes).

- Selon [une étude publiée par Health Affairs](#) un tiers des personnes nommées au ministère de la santé et des services sociaux poursuivent leur carrière dans le secteur d'activité privé qu'elles avaient pour charge de superviser immédiatement après avoir quitté leur fonction au ministère.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)